

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 74 / 7 juin 1973 / 1 F / CCP Front Rouge 31 191 14 La Source BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

LES 8, 9 ET 10 JUIN JOURNÉES NATIONALES DES CACF A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET



**NI AUTOGESTION
NI DEMOCRATIE
AVANCEE...**

**VIVE LA
DICTATURE
DU
PROLETARIAT**

**PREMIER
CONGRES
NATIONAL
DES
COMITES
INDOCHINE
PALESTINE**

interview
d'un
délégué
du comité
de france
du :
**PARTI
COMMUNISTE
D'ESPAGNE
MARXISTE-
LENINISTE**



36 ème congrès de la cfdt ni autogestion, ni démocratie avancée VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Le 36e congrès de la CFDT qui vient de se dérouler à Nantes marque un tournant important dans l'orientation de cette centrale syndicale réformiste sortie voilée quelques années de la houlette du clergé catholique. Les déclarations d'Edmond Maire, son secrétaire national ont fait grand bruit. Apparemment rien ne va plus entre le P"CCF et la CFDT, entre la CGT et la CFDT. L'unité de la gauche et l'unité au sommet entre les syndicats seraient-elles remises en question ?

En fait il n'y a rien de nouveau de ce côté là. Déjà à l'occasion des dernières élections législatives la CFDT avait refusé sa signature au programme commun de la gauche, mais comme elle avait appelé à voter pour la coalition PS-P"CCF, le résultat n'avait guère été différent. Depuis de nombreuses années, la CFDT critique le P"CCF et la CGT. En quoi consistent ces critiques ? Les dirigeants de la CFDT ne veulent pas d'un socialisme centralisé et autoritaire, qui existe, paraît-il, dans les pays d'Europe de l'Est ; ils veulent l'autogestion. Le P"CCF, dans son comportement de tous les jours, comme dans son programme, et dans ses liens avec les "pays de l'Est" montre son attachement au socialisme autoritaire ; la conception à lui opposer, aujourd'hui et demain, serait d'après la CFDT, un socialisme autogéré, basé sur la libre décision de chacun.

que nous prêchez vous monsieur Maire ?

Cette autogestion, dont la CFDT a fait son cheval de bataille est une idée à combattre, malgré son faible écho dans les masses, parce qu'elle tente de résoudre la contradiction bien présente elle dans le prolétariat, entre la croissante aspiration des masses au socialisme, et le dégoût suscité par les faux régimes socialistes de l'Europe de l'Est. Si la CFDT qui a hérité du lourd passé anti-communiste de la CFTC se permet aujourd'hui de faire de la surenchère sur le P"CCF, c'est que quelque chose a changé. Et ce qui a changé, ce n'est pas avant tout la CFDT, c'est le P"CCF, et les pays soumis à la domination de partis semblables de partis révisionnistes. Aujourd'hui l'URSS et l'essentiel des démocraties populaires ne sont plus des pays socialistes, mais des pays revenus à une forme nouvelle de capitalisme, dans laquelle le profit, le chômage et les cadences ont été rétablis depuis la mort de STALINE par une nouvelle bourgeoisie qui noie dans le sang les révoltes ouvrières comme en Pologne en 1970. Aujourd'hui, le P"CCF ne vise plus même en paroles, la destruction de l'Etat bourgeois, il tente désespérément de gagner des élections organisées à son profit par la bourgeoisie. Parce que le révisionnisme moderne conduit inéluctablement les partis au pouvoir au rétablissement du capitalisme et les partis qui briguent le pouvoir à la collaboration de classe, il conduit dans le même temps ces partis à réprimer l'aspiration profonde des masses au socialisme, au maintien ou à la conquête du socialisme, il signifie la destruction de toute démocratie prolétarienne, et la destruction dans leurs rangs du principe de centralisme démocratique.

Les dirigeants de la CFDT dénoncent certaines conséquences du rétablissement du capitalisme en URSS et dans les anciennes démocraties populaires, certaines conséquences de la dégénérescence réformiste du P"CCF : l'impossibilité pour les travailleurs de faire entendre leur voix ; de décider de leur sort ou de leurs luttes ; mais ils se gardent bien dans le même temps, d'en expliquer l'origine : la trahison par les révisionnistes modernes des principes communistes, le rétablissement du capitalisme.

Ils trouvent l'occasion trop belle de poursuivre par d'autres chemins la lutte



qu'ils mènent depuis des dizaines d'années contre la Révolution Proletarienne et la dictature du prolétariat.

De grâce, messieurs, ce n'est pas à vous de faire la leçon, vous qui avez du temps de la CFDT toujours combattu la Russie de STALINE, vous qui aujourd'hui ne dites mot des pays authentiquement socialistes, la CHINE et l'ALBANIE ROUGES. Vous qui trouvez surtout l'occasion trop belle de cacher derrière vos phrases révolutionnaires la vieille camelote de l'autogestion. Parce qu'enfin, il ne vous suffit pas de faire un amalgame malhonnête et facile entre le socialisme authentique et sa caricature révisionniste, il vous faut encore abuser les masses avec le trompe l'œil sans issue de l'autogestion. Qu'est-ce que l'autogestion que vous proposez ? C'est une vieille lune rattachée aux utopies bien fanées des premiers anarchistes que Marx dut combattre : Fourier et Prud'homme, eux qui croyaient que le mouvement coopératif, aujourd'hui complètement intégré au système capitaliste, allait le détruire ; une vieille lune que les trotskistes ont pris ensuite en mains, avec le même succès, pour lui donner une teinture un peu plus révolutionnaire, et aujourd'hui nous n'en savons pas plus long sur elle malgré les 94 pages que vous avez écrites ("la CFDT et l'autogestion" par E. Detraz, F. Krumnov, et E. Maire). Quand vous faites référence à un pays qui se soit donné cette organisation, vous nous parlez de la Yougoslavie : permettez nous de rester songeurs. La Yougoslavie de Tito autogère la misère et le chômage, elle exporte ses chômeurs vers les pays capitalistes d'Europe. Demandez donc aux travailleurs yougoslaves qui viennent de plus en plus nombreux vendre leur force de travail en France ce qu'ils pensent de l'autogestion. La Yougoslavie autogère les dollars qui sont le prix de la trahison du fasciste Tito contre le camp socialiste. Belle référence.

Maire au service des sociaux-démocrates Mitterrand, Rocard...

Quand vous parlez de l'autogestion en France vous dites bien qu'il faudra auparavant conquérir le pouvoir, ce que vous n'avez pas toujours loin de là précisé ; mais comment ? Cela vous ne le dites pas, ou plutôt vous pensez bien que ce sera par les élections (p. 61 de l'ouvrage cité) ; et conquérir le pouvoir pour vous ne va pas bien loin, puisque vous prévoyez (p. 65) de simples réfor-

mes de l'armée et de la police qui sont les piliers de l'Etat bourgeois. Face à la question cruciale de l'Etat qui se pose à tout révolutionnaire, à tout ouvrier conscient, vous vous dérobez en bons réformistes. Comment ne pas vous voir venir ? Ce qui est clair, par delà les fracassantes déclarations d'Edmond Maire qui font les manchettes de la presse, c'est que la CFDT, avec son mot d'ordre d'autogestion, ne vise en rien la destruction de l'Etat bourgeois, mais vise à entretenir la confusion dans la classe ouvrière et à récupérer à son profit les travailleurs écoeurés par le révisionnisme, déçus par l'électorisme sans fard de la CGT et du P"CCF. Quant au fond, l'accent mis au 36e congrès, sur l'autogestion et sur les critiques du P"CCF n'a qu'un objectif : faire de la CFDT l'organisation de masse du Parti Socialiste, placer le courant social démocrate organisé (PS-PSU) en position de force face au parti révisionniste P"CCF, dans le jeu comploté et mouvant fait de ruptures et de réconciliations qui ponctue la marche commune vers les élections. Et, dans le sillage du PS, la CFDT se prépare à toute éventualité : ou bien persévérer dans l'alliance orangeuse avec les révisionnistes, ou bien gouverner sans eux, selon les besoins de la bourgeoisie. De toutes les déclarations sur l'indépendance syndicale, sur le projet politique autonome du syndicat, que reste-t-il quand la voie impulsée par les dirigeants de la CFDT même de plus en plus ouvertement à l'alliance avec le PS de Mitterrand et Chevènement ? Pendant des années, les dirigeants confédéraux ont louvoyé, se sont farouchement défendus de toute alliance avec le parti social démocrate. C'est que le moment n'était pas encore venu. Le PS n'était qu'un parti fantôme réapparaissant à chaque élection. Aujourd'hui l'effort douloureux des révisionnistes du P"CCF a porté ses fruits. Le PS renaît de ses cendres dans la foulée du programme commun ; porté à bout de bras par le P"CCF, il peut faire figure à nouveau de parti ; de jeunes technocrates arrivistes, genre Chevènement, s'affairent à lui donner un nouveau visage, un visage "autogestionnaire". C'est le moment qu'ont choisi les dirigeants de la CFDT pour prendre la relève d'une F.O. complètement déconsidérée dans les masses, et en voie de récupération complète par le gouvernement.

C'est pour cela aussi que le moment est venu pour la direction confédérale de mettre les points sur les i sur l'attitude de la CFDT par rapport aux luttes ouvrières : stop aux comités de grève ! stop aux organisations de lutte désignées dans l'action par les travailleurs eux-mêmes ! Telle est la directive

lancée au Congrès de Nantes. Cette directive est bien intéressante à examiner. Dans le passé la CFDT participait à ces comités en essayant toujours d'imposer son contrôle. Mais elle n'y parvenait pas toujours ; souvent au contraire les mots d'ordre des travailleurs en lutte, leurs formes d'action librement choisies prenaient le pas sur les propositions syndicales. Cela les dirigeants de la CFDT ne peuvent plus le tolérer :

- parce que les aspirations des travailleurs en lutte se font aujourd'hui de plus en plus claires, comme à Renault où la revendication de l'égalité des salaires pour un même travail a été puissamment clamée par les O.S. en lutte, comme à Peugeot où la revendication des 1500 F a été portée du début à la fin de la grève, comme à Jaeger où la suppression du salaire au rendement a été exigée.

- parce que le temps est venu pour les dirigeants de la CFDT de structurer le capital de forces gagnées dans la surenchère démagogique sur la CGT, parce qu'il faut aujourd'hui ramener à la social-démocratie les centaines de milliers de travailleurs rattachés à la CFDT par son allure "gauche" et combative ses phrases sur la Révolution.

Si Marchais dénonce l'anti-communisme d'Edmond Maire, c'est pour voir bien vite les nouveaux arrangements que permet l'orientation social-démocrate explicite du congrès de Nantes. Dans l'Humanité du 4 juin, parlant notamment des nouvelles positions de la CFDT, positions qui convergent avec celles des révisionnistes, sur la défense de la hiérarchie capitaliste dans les salaires, Marchais note : "Ce n'est pas nous qui nous en plaindrions. D'autant que les positions nouvelles prises à Nantes sur ces questions ne peuvent que favoriser l'action commune". La virulence apparente des propos du réformiste Maire cache mal où atterrit ces grandes envolées. Dans le lit du réformisme. D'autant plus que les chefs révisionnistes du P"CCF ont bien percé à jour le mythe fumeux de l'autogestion : nous ne sommes pas pour le fétichisme des mots déclarait la semaine dernière Marchais. Appelez, disait-il en substance, votre projet réformiste du nom qu'il vous plaira,

l'essentiel est de nous entendre. Et de fait c'est les conditions de cette entente qui, à l'insu peut-être de la majorité des délégués de Nantes, ont été fixées au 36e congrès. Parce que la CFDT n'a pas les moyens de rivaliser sérieusement avec la CGT plus nombreuse et plus puissante. Parce que dans toute question importante pour le maintien de la domination de la bourgeoisie, élections, grandes luttes, CGT et CFDT se sont toujours mises d'accord sur l'essentiel.

Mais cette manœuvre clairement affirmée au Congrès de Nantes est loin d'avoir réussi. Si les dirigeants révisionnistes voient avec intérêt la CFDT rejoindre le bercail social démocrate, et cela malgré les attaques verbales dont ils font l'objet, rien n'est encore gagné pour Maire dans les rangs de la CFDT elle-même. La démagogie sème des fruits amers, et la masse des militants CFDT d'entreprise n'est pas prête à se soumettre à l'orientation de sa direction. Dans les usines, les marxistes léninistes délégués et militants syndicaux, seront les premiers à combattre le tournant social-démocrate pris à Nantes. Ils engageront pour rallier à eux tous les militants et délégués conscients, une large bataille d'idées :

- contre le rattachement de la CFDT, par courant autogestionnaire interposé, au PS de Mitterrand et à son appendice le PSU de Rocard.
- contre le mot d'ordre confusionniste et réformiste d'autogestion, contre l'électorisme sous toutes ses formes.
- contre l'entente au sommet CGT-CFDT qui vise à briser les luttes des travailleurs.
- pour l'expression dans la tenue des assemblées ouvrières des revendications des travailleurs, l'avancée de la plate forme revendicative nationale, la large discussion sur les moyens d'action, la désignation de comités de grève par l'ensemble des travailleurs au cours des luttes.
- pour la Révolution Proletarienne, la dictature du prolétariat et le contrôle ouvrier socialiste sous dictature du prolétariat.

**NI DEMOCRATIE AVANCEE !
NI AUTOGESTION !
REVOLUTION PROLETARIENNE,
DICTATURE DU PROLETARIAT !**

front rouge à 8 pages jusqu'aux congés !

Ce numéro comporte 8 pages et coûte 1 franc ; il en sera de même des numéros qui vont sortir jusqu'à ces vacances. Pourquoi ?

Déjà dans le numéro 69 nous lançons une enquête auprès de nos lecteurs ; en vue d'augmenter la contenance du journal, il s'agissait de déterminer la formule préférable, 4 pages grand format ou 8 pages du format actuel.

Aujourd'hui un mois après cet appel, la nécessité d'augmenter le contenu de FR se fait sentir de manière très urgente. Chaque semaine de nombreuses correspondances de nos camarades sont faussées de côté faute de place, alors qu'il est nécessaire pourtant de refléter l'activité des ML, les progrès dans l'organisation révolutionnaire des masses. Chaque semaine il faut faire une place à l'une au moins des nouvelles rubriques que nous avons ouvertes : "Pour une formation bolchévique", "Problèmes du travail révolutionnaire"... Chaque semaine il faut, c'est une exigence de l'heure, nous nous en sommes déjà expliqués la semaine dernière, intensifier la propagande communiste et développer les articles sur le socialisme, la révolution prolétarienne, le parti... Tous ces éléments c'est évident ne tiennent pas dans 4 pages actuelles et pourtant ils sont absolument nécessaires pour avoir une presse communiste qui réponde à nos besoins aujourd'hui. Voilà pourquoi dès aujourd'hui il faut augmenter la contenance du journal.

Le choix des 8 pages fait pour ces deux mois qui viennent, n'anticipe pas sur l'avis final que pourront émettre les lecteurs. Si nous avons recouru à 8 pages et non au grand format, c'est non seulement parce que la très grande majorité des lecteurs qui ont écrit jusqu'à présent ont opté pour le 8 pages mais parce que le changement de format ne peut s'effectuer techniquement du jour au lendemain. Ce n'est qu'au terme de cette expérience de 2 mois, et avec l'avis de nos lecteurs que nous trancherons.

Cela rend nécessaire de porter le prix du journal à un franc. Bien entendu cela ne doit pas être un obstacle à la diffusion du journal, et les camarades, doivent toujours avoir en tête de consolider et d'augmenter leurs chiffres de vente : les progrès qu'enregistrent les marxistes-léninistes dans leur travail révolutionnaire doivent aussi se traduire dans la diffusion de la presse, comme cela c'est déjà fait en maints endroits.

OUI NOTRE REVOLUTION SERA VIOLENTE!

Pour dévoyer et paralyser les aspirations révolutionnaires du prolétariat, les traites révisionnistes ont, en France depuis 46, largement et officiellement propagé l'idée que les temps avaient changé depuis octobre 17, et que désormais le socialisme pouvait, devait se conquérir pacifiquement, c'est-à-dire avant tout par des élections.

Les nouveaux traites se retrouvent donc maintenant côte à côte avec les vieux traites, les "socialistes" à la Mitterrand, héritiers des Guesdes et des Blum qui, depuis plus de 60 ans, prêchent les mêmes sottises.

Seuls les marxistes léninistes affirment clairement : "Oui notre Révolution sera violente" ; la classe ouvrière ne pourra renverser la bourgeoisie et prendre le pouvoir que par la violence révolutionnaire, le fusil. Seul le parti marxiste-léniniste rapporte toute son activité à ce but unique : l'insurrection armée seul moyen pour le prolétariat d'instaurer en France sa dictature, de construire le socialisme.

La nécessité de l'insurrection armée c'est une nécessité historique, mise à jour scientifiquement par Marx Engels et Lénine à partir de toute l'expérience du mouvement ouvrier, à partir des lois du développement de la société.

Le système capitaliste, en rationalisant au maximum l'exploitation a suscité un énorme accroissement des forces productives. Par là même, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il a créé et réuni - en France depuis plus d'un siècle - les conditions économiques qui permettraient de "répartir le travail sur tous les membres de la société sans exception, et par là, de limiter le temps de travail de chacun, de façon à ce qu'il reste à tous suffisamment de temps libre pour prendre part aux affaires générales de la société - théoriques autant que pratiques. C'est donc maintenant seulement que toute classe dominante et exploiteuse est devenue superflue et même un obstacle au développement social" (Engels).

Ainsi la Révolution socialiste diffère complètement de toute... les Révolutions qui l'ont précédée et notamment de la Révolution bourgeoise de 1789. Jusqu'à présent, chaque révolution, visait seulement à remplacer un système d'exploitation périmé décadent, par un nouveau système d'exploitation supérieur, plus efficace. Comme en 1789 où une nouvelle classe exploiteuse (la bourgeoisie) évinçait une ancienne classe exploiteuse (la noblesse). Mais l'exploitation, la propriété privée des moyens de production demeurent.

A présent la Révolution à faire doit précisément supprimer tout système d'exploitation, abolir définitivement la propriété privée des moyens de production. Le prolétariat, qui est la seule classe à pouvoir diriger jusqu'au bout la Révolution socialiste, se trouve donc devant des tâches radicalement nouvelles :

1) Jusqu'à présent chaque classe exploiteuse qui s'appropriait le pouvoir, avait pu dans le cadre de l'ancien système, développer le nouveau système d'exploitation, conquérir une position de force dans l'économie, et le plus souvent gagner au sein même de l'ancien appareil d'Etat des positions clefs. Ainsi en 1789, la bourgeoisie n'a utilisé la violence que pour renverser les derniers obstacles de l'ancien régime féodal qui s'opposaient encore à sa domination politique et économique sans partage.

En revanche, il est évidemment impossible pour le prolétariat de développer le moindre embryon du moindre "ilot" d'économie socialiste au sein de la société bourgeoise, fondée sur la propriété privée. Il est ainsi absurde de penser qu'il puisse acquérir en tant que classe la moindre parcelle de pouvoir au sein de l'Etat bourgeois, de la machine d'oppression des exploités, machine d'oppression des exploités.

Jusqu'à la Révolution, le prolétariat demeure la classe exploitée, privée absolument de tout pouvoir économique et politique.

2) En tant que nouvelle classe exploiteuse, la bourgeoisie en 1789, ne visait qu'à s'emparer de la direction de l'Etat pour l'adapter à ses besoins, mais surtout pour le faire fonctionner pour son propre compte. Mais "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat toute prête, et de la faire fonctionner pour son propre compte" (Engels).

Elle doit au contraire, briser complètement l'appareil d'oppression des exploités. Elle a au contraire absolument besoin de constituer un pouvoir radicalement nouveau, prolétarien, seul capable d'organiser l'économie nouvelle socialiste, de briser la résistance des anciennes classes exploiteuses, de combattre le poids d'habitudes et de comportements légués par des siècles d'exploitation.

Or comment briser, détruire, l'appareil d'Etat existant ? La question de la destruction de l'Etat bourgeois pose en dernier ressort la question de la destruction de l'armée et de la police bourgeoise. Et pour détruire les forces armées de l'ennemi, il n'est pas d'autre

moyen que de les détruire par les armes. Ainsi, les représentants officiels de la bourgeoisie en sont parfaitement conscients. Ils ne s'en cachent pas d'ailleurs - du moins quand il s'agit de former les "cadres" de la "force publique". Ainsi, un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur expliquait récemment dans la revue de "défense nationale" : "en bref le recours à l'armée est aujourd'hui plus que jamais la clef du pouvoir civil". Et il rappelle que "comme le précise la vieille loi du 9 août 1949, les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue pour le maintien de l'ordre et la police passent tout entiers à l'autorité militaire aussitôt que l'état de siège est déclaré, ce qui suppose l'existence d'un péril imminent résultant soit d'une guerre étrangère soit d'une insurrection à main armée".

Dans une revue destinée aux officiers on peut lire : "il entre dans la mission de l'armée en temps de crise, de concourir au maintien de l'ordre... C'est une mission nécessaire qu'il est impossible d'oublier et de négliger, les événements de mai-juin 68 l'ont montré... L'armée est donc à ce moment là un moyen de gouvernement qui devient essentiel". Et la revue ajoute : "mais il faut se rendre compte qu'en fait elle le reste à tout moment". Et c'est exact.

La machine militaire de la bourgeoisie forme en effet un tout. En temps "normal" c'est la police, les CRS, qui sont chargés d'exercer quotidiennement la violence pour la répression des masses, d'exercer quotidiennement la dictature de la bourgeoisie : attaques contre les grévistes, expulsions, matraquages de manifestations, assassinats racistes, fichage et répression des révolutionnaires. C'est la routine du "maintien de l'ordre". En temps "normal" l'armée reste donc en apparence au-dessus de ces conflits sociaux. En fait elle reste en réserve et se prépare à intervenir, dès que l'appareil policier sera insuffisant. En 1948, c'est l'armée qui a réprimé dans le sang la grande grève des mineurs. En mai-juin 68, des mouvements de blindés ont été déclenchés autour de Paris et De Gaulle est allé précipitamment s'assurer auprès de Massu des troupes d'occupation en Allemagne. Toute une partie de l'armée, telle qu'elle a été réorganisée en 63-64 sous le sigle de D.O.T. (défense opérationnelle du territoire), s'entraîne et se consacre en permanence à préparer la guerre civile : en fait partie notamment la gendarmerie qui quadrille les campagnes et s'emploie à empêcher toute liaison politique entre les centres urbains ouvriers et la paysannerie.

Les conditions de l'affrontement décisif entre la bourgeoisie et le prolétariat sont donc claires dans une métropole impérialiste comme la France. Il s'agit pour la classe ouvrière, désarmée, militairement inorganisée en période calme, de détruire, de vaincre, un appareil militaire cohérent, centralisé, toujours mieux équipé, entretenu, et entraîné en permanence.

Cela signifie :

1) l'affrontement décisif avec la bourgeoisie, ne peut avoir lieu que dans une situation de crise où les masses sont amenées à faire leur propre expérience de la violence révolutionnaire, où elles ont la possibilité de s'armer. (guerre, crise économique aiguë, occupation étrangère). Car la supériorité militaire de la bourgeoisie ne peut être mise en péril qu'en période de crise aiguë lorsque ses assises politiques se désagrègent et que se dresse en face d'elle la mobilisation révolutionnaire des plus larges masses.

2) l'affrontement avec la bourgeoisie (à moins qu'il s'engage sous le joug d'un régime fasciste) sera nécessairement un combat à décision rapide même s'il doit se transformer inévitablement en guerre civile révolutionnaire plus ou moins prolongée ; en effet dans le cours d'une crise révolutionnaire le prolétariat doit se saisir du moment où la crise est mûre, où toutes les conditions politiques et militaires sont réunies pour qu'une offensive détruise le cœur même des forces armées de la bourgeoisie. Il est exclu pour nous dans une métropole impérialiste et dans les conditions

actuelles d'engager une guerre de guérilla, d'espérer grignoter progressivement les positions militaires de la bourgeoisie, d'espérer constituer petit à petit une armée révolutionnaire.

3) l'affrontement avec la bourgeoisie ne peut se situer qu'au niveau central national car il s'agit de faire éclater l'appareil militaire centralisé qui couvre tout le pays. L'offensive du prolétariat pour être victorieuse suppose d'être centralisée, nationale, et dirigée par un état major.

C'est pourquoi nous repoussons le mythe du grand soir c'est à dire d'une explosion brusque, généralisée, de violence populaire qui viendrait à bout de la bourgeoisie. Nous repoussons aussi l'idée qu'un grand mouvement de masse ("tous ensemble et en même temps") pourrait quasi spontanément arriver à employer la violence et à englober la bourgeoisie. C'est d'ailleurs l'image faussée de la Révolution d'octobre que répandent les trotskistes.

Oui notre Révolution sera violente et elle prendra nécessairement la forme d'une offensive armée déclenchée par le prolétariat sous la direction de son Parti car seul le parti marxiste léniniste peut par l'organisation et l'action révolutionnaires inculquer systématiquement aux masses la nécessité de la Révolution violente. Car seul le Parti du prolétariat peut concentrer en une seule force politique le potentiel de révolte des masses, peut construire une organisation solide et se transformer en état major capable de décider et de diriger l'insurrection armée victorieuse du prolétariat.



les communistes vietnamiens face à la terreur blanche imposée par l'impérialisme français en 42-43

...Devant cette situation, le Comité interprovincial du Cao-Bac-Lang décida de mobiliser les masses pour réagir. Les cellules du Parti, les comités Viet Minh de village devaient organiser leur "comité d'assaut anti-terroriste" avec les membres du Parti et les meilleurs éléments des Organisations pour le Salut national. Parallèlement, nous renforçons les mesures contre les infiltrations de réactionnaires dans les organisations patriotiques. La population ne se laissait pas abattre. Chaque fois que la troupe entrait dans un village pour le saccager, nos jeunes militants, garçons et filles, se répandaient dans les maisons pour soutenir le moral des gens...

Le Comité interprovincial du Cao-Bac-Lang donna des directives aux cadres qui vivaient encore dans la légalité : renforcer la vigilance pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi, se préparer à passer dans la clandestinité, ne pas dormir chez soi la nuit ; dans la journée, se faire toujours accompagner de gardes du corps, avoir sous la main un stock de vivres pour deux ou trois mois, garder le contact avec les responsables pour pouvoir passer dans la clandestinité en cas d'alerte. Le nombre des clandestins augmentait rapidement. Le Comité interprovincial décida de les organiser en "noyaux clandestins" chargés d'entretenir le mouvement. Chaque

"noyau clandestin" groupait les camarades d'une ou deux communes, pour la plupart des membres du Parti qui avaient dû partir de chez eux pour se cacher dans la forêt. Il avait son P.C. dans une petite hutte de rien du tout - quelques lattes de bambou pour dormir, un toit d'herbes sèches ou de feuilles de bananiers - au sommet d'une montagne ; en pleine jungle. Le sentier menant à mon P.C. empruntait le lit d'un ruisseau qui descendait en cascades : impossible de passer ailleurs que dans le courant, ce qui présentait l'avantage d'effacer toute trace ; mais nous étions tout trempés chaque fois que nous arrivions à la cabane.

Un "noyau clandestin" groupait en général de quatre à cinq personnes, parfois même dix, qui vivaient selon une stricte discipline. L'emploi du temps suivait un programme rigoureux réparti entre l'agitation des masses, l'étude politique et l'entraînement militaire. La journée était consacrée aux études et aux travaux agricoles. On prenait le repas de bonne heure, vers trois ou quatre heures de l'après-midi. A la tombée de la nuit, les clandestins sortaient de la jungle. Ils avaient un mot de passe ou un cri convenu pour se faire reconnaître par les membres du Parti ou les éléments sûrs de nos organisations qui, au mépris de leur vie, venaient leur apporter des vivres, faire le rapport sur

la situation et demander des directives pour enrayer la répression frappant telle localité, tel hameau. Tard dans la nuit, ils dormaient quelques heures à la belle étoile, quand le temps le permettait. A l'aube, ils reprenaient le chemin du P.C. Pour ne pas causer d'ennuis à la localité, il fallait coûte que coûte avoir atteint la jungle avant que la brume matinale se lève. Cette vie pleine de dangers et de privations, cette volonté tenace de garder le contact avec les organisations de base de la population, insuffla une puissante combativité aux masses révolutionnaires.

L'ennemi voyait bien qu'il n'avait pu couper le lien entre le Parti et les masses, entre les noyaux clandestins et les hameaux. Il intensifiait la répression, implantant des postes partout ; il encerclait des massifs montagneux et pénétrait dans la jungle, en poussant devant ses colonnes la population civile des vallées. De nuit, il envoyait des patrouilles tendre des embuscades aux confluentes des ruisseaux. En plein été, des patrouilles n'hésitèrent pas à incendier des forêts suspectes...

Chaque fois que l'ennemi découvrait un P.C. clandestin, il rasait les villages aux alentours. Dans le canton Hoang Hoa Tham où le mouvement s'était développé puissamment, les deux tiers de la population avaient abandonné les

villages pour se réfugier dans la jungle.

On enregistrait un recul provisoire du mouvement des masses. Certes les cœurs n'avaient pas changé, mais les gens étaient si terrorisés qu'ils en venaient à dire : "Au jour de l'insurrection, nous nous soulèverons pour écraser l'ennemi, mais d'ici là, ne comptez pas sur nous. Il suffit de contacter un clandestin pour faire raser tout le village." Mais si nos bases dans les masses s'effritaient, comment pourrions-nous jamais déclencher l'insurrection ?

Il fallait donc coûte que coûte maintenir nos organisations dans les masses. C'est ce que nous avons expliqué dans toutes les cellules du Parti, à tous les cadres et militants de base. Quelles que fussent les difficultés, ils devaient se cramponner aux masses. La répression devait fournir une occasion de sélectionner les éléments sûrs.

Après chaque réunion, les cadres des noyaux clandestins partaient chacun vers son secteur, avec un boyau de riz. Ils prenaient contact avec la population sur le chemin du marché ou dans les champs. Ils lui faisaient connaître les victoires de l'U.R.S.S. et des Alliés, la montée impétueuse de la révolution dans le delta, lui expliquaient que la répression serait impuissante, qu'ils avaient des plans avec eux pour poursuivre les activités de la Ligue.



POUR UNE FORMATION BOLCHEVIQUE

Les lignes qui suivent sont des extraits d'un récit de VO NGUYEN GIAP actuel ministre de la défense de la RDV. Il explique ici comment les communistes vietnamiens ont su résister à la terreur blanche instaurée par l'impérialisme français en 1943 pour empêcher la population de se soulever. Il explique comment malgré toutes les difficultés de clandestinité et de répression, les communistes vietnamiens réussirent à maintenir leur liaison avec les masses et à poursuivre leur travail.

EN AVANT

POUR LES 8, 9 ET 10 JUIN

Les 8, 9, 10 juin les CACF organisent 3 journées nationales d'action contre la circulaire Fontanet. Il faut pendant ces 3 jours multiplier les groupes d'intervention aux portes des usines, les délégations à l'ANPE les expositions itinérantes, les réunions publiques, les manifestations, les grèves d'usine là où c'est possible... afin que ces journées nationales par le nombre de travailleurs que les CACF auront mobilisés, marquent une étape dans la lutte contre la circulaire Fontanet.

Les grèves qu'ont engagées ces dernières semaines dans plusieurs usines les travailleurs contre la circulaire Fontanet, révèlent clairement que la classe ouvrière est prête à engager le combat sur le terrain de l'usine pour obtenir l'abrogation de la circulaire Fontanet. Après la grève de Margoline, où les travailleurs réclamaient la carte de travail pour tous, en même temps que des augmentations de salaires, des diminutions d'horaires et l'inscription à la sécurité sociale, c'est à Beaucourt (près de Belfort) que 80 travailleurs d'UNELEC ont déclenché la grève pour obtenir 50 c d'augmentation, un logement décent et la carte de travail. Dans les 2 cas, les travailleurs français ont manifesté leur solidarité en arrêtant le travail.

Ces grèves sont particulièrement importantes, d'abord parce qu'elles prouvent que les travailleurs rejetant les formes de lutte stériles et démobilisatrices, telles les grèves de la faim, recourent aux grèves d'usines. C'est une confirmation par la vie de l'orientation des CACF qui dès leur création ont expliqué pourquoi la grève de la faim était une arme de lutte étrangère à la classe ouvrière, pourquoi une telle forme de lutte, même si elle avait été au début le seul recours des travailleurs contre la circulaire Fontanet, était impuissante à mobiliser largement les travailleurs immigrés et français, était incapable de créer un rapport de forces contre la bourgeoisie susceptible de la contraindre à abroger sa circulaire.

Ensuite parce que dans toutes les luttes les travailleurs, en liant leurs revendications pour de meilleures conditions de vie et de travail, à la lutte pour la carte de travail, contre la circulaire Fontanet, révèlent concrètement comment la circulaire Fontanet est un obstacle précis auquel se heurte systématiquement le mouvement revendicatif des travailleurs. La grève de Citroën, à Reims, où les grévistes immigrés ont été soumis au chantage au licenciement, et donc à l'expulsion, dès qu'ils ont entamé leur mouvement, le montre bien aussi. Là encore c'est la confirmation de l'orientation des CACF qui dénoncent dans la circulaire Fontanet une des pièces maîtresses de l'arsenal antigrève de la bourgeoisie. Ceux qui aujourd'hui se contentent d'appeler en général à l'unité des travailleurs français et immigrés contre l'impérialisme français, ne saisissent pas qu'aujourd'hui le mouvement des travailleurs va se heurter inévitablement de plus en plus souvent à cette circulaire scélérate, et qu'avancer dans l'unité de combat des prolétaires français et immigrés c'est aujourd'hui les organiser de manière privilégiée et durable pour la lutte contre cette circulaire.

L'implantation des CACF dans les usines mêmes, qui a été tracée comme perspective de travail par la coordination des CACF, apparaît avec ces premières grèves d'usine encore plus comme une nécessité, comme le moyen de lier efficacement la lutte revendicative des travailleurs dans l'usine, à la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet. C'est dans l'usine que les travailleurs se heurtent le plus directement à l'arbitraire patronal, et définissent leurs revendications, c'est lors de leurs grèves que les travailleurs sont menacés le plus ouvertement par la circulaire Fontanet et les expulsions.

Les journées d'action du 8, 9, 10 juin, doivent être mises à profit pour progresser vers cet objectif. D'abord, il faut populariser largement la plate forme revendicative que les CACF ont adoptée à leur dernière coordination. Ensuite il est nécessaire que les CACF connaissent dans leur localité, dans leur secteur de travail, les revendications précises des travailleurs des différentes usines : l'expérience de Margoline à Nanterre, d'Unelec à Beaucourt, donne un aperçu de l'oppression qui frappe les travailleurs immigrés dans ces petites usines : pas de sécu, horaires de 60 h, pas de logement décent, paye en-dessous du SMIG... C'est au CACF de recenser ces revendications avec les travailleurs, et d'envisager avec eux, la possibilité d'engager une action : de la simple délégation du CACF auprès du patron à la grève.

A L'ACTION POUR LES 8, 9, 10 JUIN !
PREPARONS LES CACF D'USINE !

Pour tous contacts avec les C.A.C.F.
C.A.C.F. : 162, rue Marcadet - Paris 18e

une grève d'usine contre la circulaire fontanet à unelec (beaucourt)

Le CACF de Sochaux, créé à l'initiative de FR et PLR, a un mois d'existence. Mais ce mois a été riche en luttes contre la circulaire Fontanet.

Cela a été tout d'abord une lutte pour le logement début mai le CACF constatait que des ouvriers marocains et tunisiens et surtout algériens dormaient sur le sol des cuisines et des couloirs de certains foyers (Audincourt, Eaincourt). Plus de 40 ouvriers étaient ainsi privés de logement parce que l'AMAT (propriétaire des foyers de la région) leur a refusé des chambres au retour des vacances. A l'initiative du CACF, la lutte s'engageait : premières réunions, premiers tracts... Chaque fois qu'il a pu le faire, le comité a expliqué la Circulaire Fontanet, a montré que les gars sans logement étaient directement sous le coup de la circulaire scélérate. Bien que n'ayant pas conquis le rôle dirigeant, le CACF a pu sensibiliser beaucoup d'ouvriers sur la circulaire Fontanet, a pu élargir la mobilisation grâce à des groupes d'intervention d'ouvriers français et immigrés expliquant la lutte dans les foyers.

Une manifestation pour le logement, le 26 mai, à Montbéliard, a rassemblé 300 travailleurs immigrés et français. LE MOT D'ORDRE « A bas la circulaire Fontanet », lancé notamment par le Comité, FR et PLR fut particulièrement repris. Ce fut une des manifestations les plus combattives depuis longtemps. La présence d'ou-

vriers yougoslaves des automobiles Peugeot est un fait nouveau et riche de promesses.

Le même jour, le CACF organisait une réunion publique à Audincourt : il s'agissait de renforcer le Comité et de mobiliser tous ceux qui, au cours de la lutte, avaient été influencés par nos idées. Le tract d'appel fut distribué à 7000 exemplaires (Cycles Peugeot, Aciers-Outillage Peugeot, CET, marché et manifestation). Les objectifs du Comité furent en grande partie remplis : 40 personnes dans la salle, des interventions et un débat d'un niveau élevé (sur la Circulaire Fontanet, sur la bourgeoisie nationale et les régimes réactionnaires arabes). Mais dans la salle, il y avait encore peu d'ouvriers français, l'immense majorité étant composée d'ouvriers immigrés. De nombreux contacts ont été pris pour renforcer le Comité.

Pendant que la lutte des ouvriers sans logement se poursuit, une autre lutte s'engage à Beaucourt. Une centaine d'ouvriers tunisiens de l'UNELEC et de la SBM, depuis un certain temps mobilisés contre la Circulaire Fontanet, se sont mis en grève le vendredi 25 contre leurs mauvaises conditions de logement au « Château Bornèque », pour la carte de travail, pour 50 centimes d'augmentation pour tous, et d'autres revendications. Cette lutte est très importante : ces ouvriers sont en effet sous contrat, directement sous le coup de la Circulaire Fontanet (ils ont des

cartes de résidence). Et ils mettent en échec la Circulaire antigrève en arrêtant le travail... De plus en plus, des luttes s'engagent qui lient les revendications à la Circulaire Fontanet (Margoline près de Nanterre) : beaucoup commencent à comprendre que, pour remporter des victoires dans les usines, il faut lutter contre la circulaire de division des ouvriers. La combativité des gars de Beaucourt, qui ont également manifesté contre la circulaire Fontanet dans leur ville est à la porte de l'usine, est un exemple. Ils ont eux-même distribué un tract à Alsthom-Belfort, usine du trust CGE comme l'UNELEC, le CACF participe à cette lutte. Il s'agit maintenant de mobiliser les ouvriers français d'UNELEC et de la SBM sur ces revendications et contre le lock-out que risque d'imposer la direction.

Toutes ces luttes montrent la justesse des positions des CACF : il faut lutter contre la Circulaire Fontanet parce qu'elle est en premier lieu une loi de division des ouvriers, une loi anti-grève.

Le CACF va porter un effort tout particulier dans ce but vers les ouvriers français encore trop peu mobilisés, en utilisant la plate-forme revendicative nationale. Ce sera une de nos tâches au cours des journées nationales des 8, 9, et 10 juin.

Le 1er Juin - communiqué commun Front Rouge Prolétaire-Ligne Rouge.

à bas les foyers-prisons d'usinor

Les travailleurs célibataires d'Usinor, jeunes français et travailleurs immigrés sont logés par les soins du patron dans des foyers de plus en plus nombreux dans la région de Dunkerque. Solution qui résout le problème du logement et de la main-d'œuvre jeune.

Les foyers sont construits souvent rapidement et les travailleurs y sont entassés plutôt que logés. Soit à 2 par chambre : 100 Fr/mois. Soit individuellement : 200 Fr/mois. Cela dépend du type de foyer. L'équipement y est réduit au minimum : 4 feux gaz pour 10 locataires.

Ils y vivent au rythme des feux continus : les uns se lèvent à 3 h 1/2 du matin tandis que d'autres se couchent à 6 heures. Ils sont réveillés à 8 h par les femmes de ménage et à 11 h par ceux des copains qui prennent le poste de 13 h et qui doivent manger avant. Les jours de repos, c'est le même système car une autre équipe prend le relais.

Ces foyers ont un règlement policier qui interdit visites et réunions. Le seul loisir est la télévision à 50 devant l'écran. Ceux qui sont chargés du fonctionnement de ces foyers sont

d'anciens flics ou militaires de carrière qui ont le droit de perquisitionner les piaules, de jeter dehors ceux qui ne se plient pas au règlement.

C'est dans ces foyers que vivent une partie des ouvriers les plus exploités, jeunes et immigrés, pour qui la vie se limite entre l'usine-bagne et le foyer-caserné. Ces travailleurs chassés de leur pays ou de leur région ne vivent plus que pour enrichir la classe des capitalistes, buveurs de sang et marchands de sommeil.

Correspondant Dunkerque.

sécurité sociale :

halte aux tentatives de dresser les assurés contre les grévistes



104 millions de dossiers en instance si la grève de la Sécurité sociale dure encore un an - titrait France Soir avec sa malhonnêteté habituelle. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres des efforts de la bourgeoisie pour dresser contre les grévistes de la Sécu ceux des assurés qui ont un besoin réel et urgent de leurs remboursements : les familles ouvrières.

Pour ceux-ci les employés de la Sécu ce sont certains guichetiers racistes et fascistes qui multiplient les formalités administratives. Mais la Sécu ce n'est pas que ces gens là, c'est aussi des employés dont les conditions de vie et de travail ressemblent fort à celles de la classe ouvrière. Des cadences qui augmentent sans cesse à cause du manque d'effectifs et de l'automatisation (fichiers, ordinateurs...), des salaires très bas, jusqu'à 900 F par mois dans la région parisienne, des employés dont certains n'ont pas hésité devant les reporters de la presse bourgeoise à dénoncer les cas scandaleux dont ils ont été témoins.

Ces employés de par leur place dans la production, ne font pas partie de la classe ouvrière. Cependant par leurs conditions de travail, du fait qu'ils sont eux aussi frappés par la paupérisation, que beaucoup d'entre eux ont été ou seraient un jour ouvriers d'usine, ils ont une place à part. Ils font partie de ces couches charnières dans lesquelles la classe ouvrière puisera des alliés pour faire la Révolution.

Leurs revendications 1150 F minimum, 70 Francs par mois d'augmentation pour les plus bas sa-

maires, et les conditions de travail... ce sont celles de beaucoup d'ouvriers. Ce manque d'effectifs, ces conditions de travail sont la conséquence de la politique de la bourgeoisie qui veut faire de la sécu une entreprise rentable, capable d'extorquer aux milliards frais le maximum d'argent aux assurés, c'est à dire en grande majorité aux familles ouvrières.

En effet la sécurité sociale, qui a été une conquête de la classe ouvrière est détournée de son objectif par la bourgeoisie : tout est fait pour la transformer en une machine anti ouvrière. Chaque mois, le patron prélève presque 10 % sur les salaires, soi-disant pour la Sécu. Mais combien de cotisations qui ne sont versées qu'avec un grand retard, ou pas du tout. Combien de travailleurs immigrés qui, malades, s'aperçoivent qu'ils n'ont jamais été inscrits. Et puis il ne faut surtout pas croire que ce prélèvement d'environ 10 % sera récupéré en cas de maladie. Combien de familles ouvrières hésitent à faire venir le médecin parce qu'il faut déboursier d'un coup l'argent des visites (avec 18 % d'augmentation récemment, 71 % sur le supplément de nuit, 100 % sur le supplément dimanches). Puis, il faut attendre le remboursement des semaines, et encore pas intégralement puisqu'il y a le ticket modérateur qui augmente sans cesse (30 % depuis 67). Sans compter les arrêts de travail, les maigres indemnités journalières que le médecin du travail refusera aux ouvriers blessés et usés. Bref ma Sécu a été transformée en un véritable racket de la classe ouvrière.

Les employés de la Sécurité sociale sont en grève contre cette machine à racketter dont ils sont aussi victimes (salaires, conditions de travail). Leur combat rejoint celui de la classe ouvrière.

nixon-pompidou à reykjavik de sérieuses menaces pour les travailleurs...



Après Heath (Angleterre), Brandt (Allemagne), Andreotti (Italie), qui auront défilé à Washington convoqués par Nixon pour enregistrer le point de vue de l'impérialisme US sur les relations Europe-Etats-Unis, c'est au tour de Pompidou de se faire sonder par le chef de file de l'impérialisme US. L'enjeu de ces rencontres bilatérales, c'est de préparer les grandes négociations sur l'Europe qui devront se dérouler à l'automne prochain. A ces négociations l'impérialisme US entend arracher à ses rivaux européens, des concessions de taille importante essentiellement sur 2 séries de problèmes :

- Les premières concernent les relations économiques et commerciales entre l'Europe et les USA. L'impérialisme US réclame l'abolition des barrières douanières que l'Europe a dressées entre les pays membres de la communauté et leurs rivaux impérialistes : de telles barrières empêchent aujourd'hui les produits US d'arriver sur les marchés européens à des prix compétitifs leur permettant de s'imposer devant les produits européens. De même l'impérialisme US réclame aussi la suppression de tous les accords d'échange « privilégiés » qui lient les anciennes colonies d'Afrique des impérialismes français et anglais à l'Europe des 9 : de tels accords tendent à faire de ces pays africains des chasses gardées des impérialismes européens, fermées à l'impérialisme US. Ces 2 points dont Nixon et Kissinger ont déjà fait leur cheval de bataille, seront au cœur des négociations du « Nixon Round », révision des accords économiques entre les USA et l'Europe qui doit se dérouler en novembre.

- Les secondes concernent l'organisation militaire de l'OTAN, et la présence de troupes militaires US en Europe. Ce que l'impérialisme US remet en cause ce n'est pas tant la présence de ses troupes en Europe,

que surtout leur financement actuel par lui seul. La « NOUVELLE CHARTE ATLANTIQUE », lancée il y a plus d'un mois par Kissinger vise avant tout à faire payer ce déploiement de forces militaires d'agression par les impérialismes européens. Nixon lui-même compte faire cet automne la tournée des capitales européennes et réunir une nouvelle conférence atlantique pour entériner cette nouvelle charte atlantique.

C'est dans ce contexte que s'est déroulée la rencontre Nixon-Pompidou de Reykjavik. Par la série de rencontres bilatérales qu'il a mises sur pieds Nixon joue sur les contradictions entre les différents impérialismes européens, sur l'absence totale d'unité politique de l'Europe des 9. Il compte ainsi arracher le maximum de concessions à ses rivaux, et leur faire payer en partie la note de la crise dans laquelle s'enfoncent de plus en plus l'impérialisme US.

Les observateurs de la bourgeoisie se flattent de constater que rien n'a été concédé par Pompidou lors de cette rencontre, et mettent l'accent sur le fait que Pompidou et Nixon sont restés sur leurs positions. C'est aller un peu vite en besogne. Certes rien ne semble avoir été officiellement décidé à Reykjavik la semaine dernière, et l'absence de communiqué final semble prouver que l'accord sur les modalités de la révision des relations Europe-USA n'est pas encore réalisé. Cela n'empêche pas que Pompidou par un certain nombre de déclarations à Reykjavik, a clairement affirmé sur quelle base il entendait négocier avec l'impérialisme US : le porte-parole de Pompidou a clairement rapporté : « le président de la République française a insisté sur l'extrême importance de la présence des troupes américaines en Europe ainsi que sur le grand danger d'une réduction unilatérale de celles-ci », tandis que Pompidou lui-même affirmait : « nous savons quelle place l'Eu-

rope occupe dans vos préoccupations : quant à nous, si favorablement que puisse évoluer la situation mondiale, nous estimons qu'elle reste chargée de trop d'incertitudes pour que s'estompe la nécessité de l'alliance qui nous unit... ». De telles déclarations tranchent particulièrement avec celles qu'il y a 5 ou 10 ans De Gaulle pouvait faire contre l'OTAN ou l'hégémonie US ; elles prouvent clairement qu'aujourd'hui l'impérialisme français entend ménager l'impérialisme US, et fait de l'alliance avec lui une pierre de touche de sa politique : aucune fin de non recevoir n'a été opposée aux exigences US.

Pour les masses exploitées de notre pays, une telle position est lourde de menaces. Quand l'impérialisme US parle de faire subventionner son appareil de guerre en Europe, par les impérialismes locaux, les travailleurs savent ce que cela veut dire : non seulement il s'agit d'entretenir en Europe des troupes d'agression, capables entre autres le jour venu de participer à la répression des luttes révolutionnaires du prolétariat de notre pays, mais encore ce sont les travailleurs qui par le biais de l'impôt capitaliste devront financer ces troupes. De même quand l'impérialisme US réclame la suppression des barrières douanières de l'Europe, c'est pour pouvoir inonder le marché européen de leurs produits, entre autres leurs produits agricoles particulièrement compétitifs : pour les petits paysans de notre pays cela signifie une ruine accélérée avec au bout la prolétarianisation forcée.

De telles menaces, que Pompidou compte concrétiser avec Nixon lors de sa venue en Europe en automne, appellent une riposte massive des travailleurs. Dénonçons toutes les conséquences de cette politique de l'impérialisme français pour les travailleurs. Soyons prêts à riposter à la venue de Nixon en Europe pour qu'il n'ait pas une minute de répit lors de son séjour à Paris.

À l'usine BEGGY, 120 ouvrières travaillent à la production des collants « DIM ». Il y a 4 ateliers, les « pointes » (couture des collants), la pose de l'élastique, l'assemblage et la « forme » (vérification des collants).

Les conditions de travail sont dégueulasses. Des cadences élevées (4000 collants par jour en moyenne), des locaux préfabriqués où, l'été, il n'y a pas de ventilation. De sorte que beaucoup d'ouvrières ont des crises de nerf, ou s'évanouissent à cause de la chaleur, sans compter les troubles de la vue. Quant aux salaires, sur 8 heures par jour, ils vont de moins de 800 F par mois (pour moins de 60 points d'activité) à 1100 ou 1200 F par mois (pour 80 points d'activité). Le salaire moyen est de 900 à 950 F par mois (pour 70 points d'activité).

Le mardi 15 mai, les 37 ouvrières des « pointes » démarrent la grève après l'arrivée de nouveaux collants plus difficiles à coudre (ce qui faisait retomber l'activité de 20 points, soit une perte de salaire de plus de 200 F par mois).

La CGT ne cherche pas tout de suite à étendre la grève aux 120 ouvrières. Lundi 21 mai, suite aux menaces de chômage technique, toutes les ouvrières répondent par la grève illimitée.

Elles manifesteront le soir, dans la rue, pour rejoindre la sortie des ouvriers des FORGES. Les mots d'ordre avancés sont : « A bas les cadences », « Salaire minimum à 1300 F » (sur la base du plus haut rendement), « meilleures conditions de travail » (ventilation pour l'été...), « -aiement des jours de grève ».

Mais la CGT ne s'occupe pas de la popularisation de la grève et n'organise aucun soutien.

correspondant Montceau les Mines

à la foire capitaliste du bourget : 15 assassinats

15 morts à Goussainville. Sacrifiés sur l'autel de la concurrence impérialiste. Tous les 2 ans, les capitalistes organisent, au Bourget un Salon de l'Aéronautique, véritable foire pour se partager le marché de l'aviation civile et militaire. Les marchands de canons montés sur avions viennent exposer ainsi les dernières améliorations apportées à leur matériel.

Cette année, particulièrement, Concorde et Tupolev 144, les super-soniques franco-anglais et soviétique s'affrontent. Ces avions dont le seul avantage est d'abréger le temps de transport sont spécialement conçus pour rafler la clientèle des hommes d'affaires pressés. Ils ne sont rien d'autre, aujourd'hui, que des produits réservés à une couche particulière de la classe capitaliste, pour lui permettre d'accroître ses profits. Jamais les travailleurs ne mettront les pieds dans ces avions, qu'ils ont pourtant construits et financés (impôts), et pour lesquels aujourd'hui ceux de la SNIAS sont menacés de chômage.

Mais de cela les capitalistes n'en ont que faire : ils se préoccupent de remplir leurs carnets de commandes, jusqu'à présent bien vides. Concorde et Tupolev ont donc rivalisé dans des exercices périlleux, périlleux avant tout pour les riverains du Bourget. Ceux-ci doivent non seulement supporter toute l'année, nuit et jour, le fracas des avions qui atterrissent ou décollent, mais encore, 4 jours par an,

tous les 2 ans, ils vivent sous la menace directe des prototypes en démonstration. L'explosion du Tupolev ou de son rival Concorde ou de tout autre engin était forcément prévisible, étant donné les risques pris par les puissances capitalistes constructrices pour s'assurer les marchés.

Chacun verse des larmes de crocodile sur les victimes de ce nouvel assassinat du capital... mais c'est aussitôt pour s'interroger sur l'avenir commercial de Concorde : l'on se réjouit de la disparition d'un concurrent comme hier au journal télévisé où après s'être incliné devant les victimes en disant d'elles : « ces pauvres gens n'en demandaient pas tant », le présentateur parlait en ces termes de l'échec de Tupolev : « C'était le seul rival de Concorde. Les Russes n'en avaient qu'un seul exemplaire... Il a capoté parce qu'il voulait imiter les exercices réussis par Concorde... ». Mais en même temps, on s'inquiète de l'avenir du Concorde : « C'est le transport super-sonique en général et à travers lui Concorde qui, n'en doutons pas, va être dès aujourd'hui l'objet d'attaques redoublées », s'écrie Pichelin le social-chauvin de service chargé de défendre les intérêts de Concorde à l'Humanité.

Concorde, les travailleurs n'en ont que faire : c'est eux qui le payent, eux qui le fabriquent, et ils sont encore menacés par ses accidents. Ils exigent que cessent ces ballets massacres au-dessus de leurs têtes.

lisez diffusez

OCTOBRE

ADRESSEZ LES COMMANDES A :
C. REY / 240, av. Th. Braun / 69 / VILLEFRANCHE

l'école de soudure des chantiers déjà le bagne !

Au chantier naval, les jeunes sont embauchés par contrat de 2 ans pour les français (filles et gars) et de 1 an pour les immigrés. Pendant 3 mois, on les forme comme soudeurs ou assembleurs pour les gars. Si au cours de leur contrat, ils manquent trop souvent, ils sont considérés en rupture de contrat et doivent rembourser tous les mois de leur propre gré. Cela peut ainsi se monter à 500 000 ou plus...

sortie. La tactique est d'isoler les filles ou les gars qui se montrent ouvertement anti-racistes.

— les jaunes : sous prétexte que l'école fait partie de l'Etat et non des chantiers, la grève n'est pas autorisée (ce qu'ont accepté les syndicats).

Ainsi, les jeunes qui sont dans leurs premières années de travail subissent toute l'influence réactionnaire et sont coupés de la lutte des gars des ateliers.

Au cours de leurs 3 mois d'apprentissage comme soudeurs, on apprend aussi :

Au moment de la fin du stage, le chantier vient chercher les apprentis-soudeurs pour le balayage des bateaux, main d'œuvre gratuite et économie d'embauche. Des jeunes se sont révoltés contre ça et ont pu retourner à l'école avec une prime de 20 F.

— la discipline : interdit de sortir avant, la sonnerie, interdit de sortir de l'atelier pendant le casse-croûte.

— le fayotage : en faisant miroiter le passage à l'échelon P1 rapidement pour ceux qui montrent de la « bonne volonté ».

— le favoritisme : les filles sont privilégiées, dans le but de leur enlever tout sentiment de classe. Le moniteur joue sur les rapports entre gars et filles (flatteries...). Mais pour les jeunes garçons, ce sont les engueulades s'ils s'amuse entre eux.

— le racisme : interdit de parler aux immigrés en attendant l'heure de la

Le Chantier de France a donc son école de soudure, payée par l'état, où on essaye d'écraser la révolte des jeunes dès leur première année de travail, et leur enlever tout sentiment de classe. On cherche à les transformer en racistes et en fayots. Les jeunes OS, français et immigrés ouvriront les yeux et, à l'atelier, ne se laisseront pas diviser.

correspondant Dunkerque

gueugnon les 120 ouvrières de dim en grève

en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord. 1 F.
- l'intérim : organisation et exploitation du chômage 2 F.

ajouter 0,50 f, par brochure pour le port

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à : **Front Rouge**
BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous à front rouge ccp 204-51 lyon

	France	Etranger
Pli normal	1 an 20 F 6 mois 10 F	1 an 40 F 6 mois 20 F
Pli fermé	1 an 70 F 6 mois 35 F	1 an 100 F 6 mois 60 F

abonnement: 3 mois: 5 f

